

*Initiatives ministérielles*

pénalisés parce qu'ils produisaient une culture qui n'était pas commercialisée par la commission du blé. On s'étonne ensuite de ce que des agriculteurs soient mécontents du fonctionnement de la commission.

Il y a quelque temps, ce groupe a créé un marché libre de l'orge, le Marché continental de l'orge. De nombreux agriculteurs se tiraient bien d'affaire sur le plan du transport de leurs produits et ils obtenaient de bons prix. En tant que producteurs, ils étaient très heureux de pouvoir commercialiser leurs produits sans avoir à passer par un monopole. On a vite fait de mettre un terme à tout cela. On se demande parfois pourquoi.

Peut-être est-ce parce que ces gens réussissaient trop bien. Peut-être est-ce parce qu'ils ont prouvé qu'ils pouvaient se débrouiller sans l'aide d'un grand organisme d'État. Les agriculteurs étaient peut-être mieux placés que les bureaucrates pour faire ce genre de choses. Du moins, ils en ont fait la preuve pendant un certain temps, mais le gouvernement libéral ne peut pas accepter ce genre d'initiatives. Il a donc mis un terme à l'entreprise. En fait, le gouvernement dit à ceux qui veulent produire certaines cultures qu'ils doivent vendre leur produit par l'intermédiaire de la Commission canadienne du blé. C'est ainsi que les choses doivent se faire.

• (1330)

Certains agriculteurs sont d'accord avec cela, et je leur accorde tout le mérite qui leur revient. Toutefois, beaucoup d'autres sont d'avis que la Commission canadienne du blé devrait disparaître. Il est grand temps de s'expliquer avec tout le monde et de voir exactement ce que nous pouvons faire pour vraiment améliorer les choses.

Le projet de loi est un autre exemple de demi-mesure que le gouvernement prend pour tenter de convaincre les producteurs agricoles canadiens qu'il fait quelque chose, alors que je me demande s'il n'empirera pas les choses. Le gouvernement libéral semble vouloir abandonner les agriculteurs qui se sont déjà adaptés au marché mondial. Je parle surtout des producteurs de cultures fourragères et de fléole, qui s'en tirent fort bien.

C'est étonnant quand on rencontre les agriculteurs de nos communautés. En blaguant, on dit aux éleveurs de bétail qu'on va créer un office de commercialisation du bétail, et ils sont interloqués. Ils sont effrayés à l'idée de voir s'instaurer un autre régime de ce genre qui nuira à leur capacité d'accéder librement aux marchés.

Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé arbitrairement que 1994 serait la dernière année où les producteurs seraient subventionnés, alors qu'ils étaient en train de s'adapter à la nouvelle réalité du marché mondial et qu'ils s'étaient mis à la culture des plantes fourragères et de la fléole pour accroître leur viabilité sur le marché mondial? Le gouvernement est-il contre les initiatives agricoles? Veut-il garder la Commission canadienne du blé comme une chasse gardée, un paradis de favoritisme? Il veut également dicter aux producteurs de l'Ouest les cultures qu'il estime acceptables. Qu'est-ce qui se cache exactement derrière tout cela?

Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas aider les producteurs de l'Ouest? Non seulement ils pourraient garder leur exploitation agricole, mais la balance commerciale du Canada augmente-

rait et notre pays deviendrait une nation commerciale plus puissante.

Les pays de la Communauté européenne et les États-Unis se rendent compte qu'ils ne peuvent pas continuer d'accorder des subventions aux agriculteurs à même les fonds publics et elles seront donc réduites. Entre-temps, les producteurs canadiens de cultures fourragères et de fléole devront payer le plein tarif, pendant que les producteurs européens et américains bénéficieront d'une aide.

Cette tentative timide visant à modifier la Commission canadienne du blé ne nous pose aucun inconvénient. Le rajustement des coûts d'expédition est une mesure qui tient compte de la réalité moderne et du marché mondial. Cependant, en apportant des rajustements au seul groupe des producteurs qui paient les coûts d'expédition par la voie maritime du Saint-Laurent, on ne fait rien pour surmonter les problèmes réels et dangereux que doivent affronter les producteurs canadiens et pour corriger les lacunes de la commission du blé. Il s'agit là d'un détail négligeable par rapport aux nombreux problèmes importants qu'il faut examiner.

Il est acceptable de modifier la mise en commun des coûts pour que les producteurs de l'ouest de la Saskatchewan et de l'Alberta ne partagent plus le coût d'expédition du grain de l'est de la Saskatchewan et du Manitoba de Thunder Bay à la voie maritime du Saint-Laurent. Pourquoi ne pas aller plus loin et s'attaquer à la vraie question, qui sont les changements fondamentaux à apporter à la commission du blé?

Les députés diront que c'est ce que veulent tous les agriculteurs. Ils doivent avoir la mémoire courte. C'est tout récemment que deux manifestations ont eu lieu au même moment à Regina: certains étaient pour, d'autres contre, et notre ministre de l'Agriculture a refusé d'assister à la deuxième.

Pourquoi le gouvernement craint-il tellement de faire face à la réalité des années 90 et de l'avenir? Pourquoi ses politiques remontent-elles toujours aux années 60? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas profité du projet de loi pour permettre aux producteurs d'élire les membres du conseil d'administration? Qu'y a-t-il de mal à avoir un conseil élu? Est-ce trop démocratique? Est-ce là le problème?

C'est bien possible. Je me fie à des faits dont j'ai été témoin, par exemple ce qui s'est passé ce matin. Pourquoi le gouvernement craignait-il autant que les gens compétents prennent les choses en main? Pourquoi ne laisse-t-il pas les producteurs qui s'y connaissent diriger les activités? Pourquoi le gouvernement s'imaginerait-il toujours qu'il doit intervenir partout? La situation ne sera pas satisfaisante tant que nous la dirigerons à partir d'ici.

• (1335)

Tout cela va changer et les Canadiens insisteront pour que ce changement s'effectue rapidement. Si le gouvernement en doute, c'est qu'il a la mémoire bien courte.

Je me demande s'il envisagerait de s'arrêter un moment, en pensant à la Commission du blé, par exemple, pour se demander pourquoi il y a des députés du Parti réformiste à la Chambre. Pourquoi le Parti réformiste existerait-il, si, depuis 30 ans, les soi-disants libéraux et les soi-disants conservateurs avaient fait leur travail? Si c'était le cas, nous n'aurions pas besoin d'être ici. Pourquoi tous les Canadiens de l'Ouest, en particulier dans les